

Paru dans la *Revue d'Histoire de l'Église de France*, t. 94, n° 232, 2008, p. 151-153 :

Par Bruno Restif.

Antoine FOLLAIN, *Le village sous l'Ancien Régime*, Paris, Fayard, 2008. (15 x 23) 609 p.

Parce que la recherche de ces dernières années a fait éclater l'ancien modèle, pour partie structuraliste, *du village* (parfois immobile) sous l'Ancien Régime, l'ouvrage d'Antoine Follain s'avère déjà incontournable, y compris pour les historiens du religieux qui s'intéressent à la paroisse (ce qui justifie sa recension ici), mais il suscite aussi des réserves. Les premières tiennent à la publication sans modification significative d'un mémoire d'HDR, d'une part parce que l'auteur consacre beaucoup de temps à rompre des lances contre l'historiographie (chap. 1 *et passim*), d'autre part du fait du caractère inachevé de ce qui pourrait être perçu comme une synthèse consacrée à l'exposition des différences régionales. En fait, seul « l'exemple normand » bénéficie d'une véritable synthèse (à la fois dans des chapitres spécifiques et au travers de développements plus généraux), qui au demeurant est magistrale, fixera sans doute pour longtemps l'état des connaissances et permettra aux historiens des autres régions de bénéficier d'un très solide élément de comparaison. Par contre, si l'auteur renvoie à des travaux déjà bien connus à propos du Midi et du cas bourguigno-champenois, ainsi qu'à diverses recherches – sur la France médiane notamment – qui suscitent davantage sa mansuétude, il traite de façon assez cavalière l'Ouest non normand, pourtant pourvu de nombreuses archives souvent anciennes qui ont été largement exploitées des années 1970 (dans une optique économique à l'initiative du regretté Jean Tanguy) aux années 2000 (dans une optique religieuse ou dans une optique à la fois « politiste » et ruraliste) : les travaux qui en sont issus sont globalement écartés ou leurs résultats escamotés sans guère d'explication, sauf à la fin d'une note p. 452 où il est souligné qu'ils relèveraient (exclusivement ?) de l'histoire religieuse.

Celle-ci est pourtant convoquée dans le chapitre 4 pour éclairer le système de fonctionnement de la paroisse normande, ce qui de fait s'imposait au vu de l'importance des travaux menés sur cette province (l'on pense notamment à Philippe Goujard). Sont alors également utilisés (sous-utilisés ?) l'excellent travail d'Anne Bonzon sur le Beauvaisis (pour souligner l'antériorité des évolutions normandes) et des recherches portant surtout sur les XVII^e et XVIII^e siècles (ex : Sennely-en-Sologne). D'une façon générale, le questionnement est très riche du fait de la diversité des thèmes abordés (formes de l'habitat, ouverture des villages, usage des communaux, composition des assemblées, désignation et rôle des trésoriers, rapports de la communauté avec le seigneur et avec l'État, etc.), mais si certaines questions font l'objet de très riches développements (ainsi les communaux dans les chap. 5 et 6), il y a en revanche des sujets sur lesquels le lecteur pourra demeurer frustré. Ainsi, comment articuler véritablement (au-delà de l'évocation des différences) la question de la répartition de l'habitat et celle de la structuration de la communauté dans la diversité des cas régionaux (pourquoi ne pas utiliser la synthèse de Daniel Pichot sur l'Ouest) ? La question de la force et de la faiblesse des communautés est-elle vraiment une fausse question comme le pense l'auteur qui insiste sur la diversité des critères d'évaluation, car enfin les communautés sont-elles toutes également fortes, sachant par exemple que la seigneurie et l'État n'exercent pas partout la même pression ? Les remarques sur le caractère jugé à tort « tempéré » (Philippe Goujard) de la vie religieuse des Normands qui serait en réalité une « pondération » (p. 146-148) ayant traversé les siècles sans la moindre modification ne permettent-elles pas d'évacuer à peu de frais la question du rôle de la Réforme catholique ? Enfin, comment

expliquer *in fine* les fortes différences régionales dans les répartitions respectives du religieux et du civil, qui d'ailleurs ont pu évoluer, dans la structuration des communautés ?

Cette question du rapport entre le religieux et le civil, sans doute trop limitée ici à la Normandie (malheureusement amputée de sa partie la plus occidentale pour cause de pertes archivistiques qu'il faut en réalité relativiser, puisque les bombes ayant épargné les Archives diocésaines de Coutances il subsiste pour cette région des comptes de fabrique qui remontent à l'extrême fin du XV^e siècle... il s'agit donc là des plus anciens comptes normands, non vus ici), est l'occasion pour l'auteur d'élaborer plusieurs de ses hypothèses les plus séduisantes, souvent à partir du cas du Petit-Quevilly. Ainsi, il y aurait toujours eu en Normandie deux comptes, l'un lié à la fabrique qui était mis par écrit, l'autre lié à la communauté au civil qui n'était pas mis par écrit ou qui a disparu parce qu'il ne présentait plus d'intérêt par la suite, sauf rarissimes exceptions (chap. 2). La démonstration tend à emporter l'adhésion, même si son fondement demeure fragile puisqu'elle repose presque entièrement sur une absence documentaire. Par ailleurs, des recherches approfondies sur l'histoire religieuse du XVI^e siècle permettront peut-être d'éclairer davantage l'intéressante question de la construction des porches dans de nombreuses régions (p. 241-243 et photographies), les correspondances chronologiques étant nécessairement significatives (la chronologie est ainsi la même en Haute-Bretagne).

Parce que l'auteur a le souci, annoncé dans l'introduction, d'une mise en valeur d'une forme ancienne et locale du politique, ce à quoi il parvient sans conteste dans la seconde moitié de l'ouvrage (chap. 7 à 12, qui portent plutôt sur la seconde modernité, après une note de méthode qui pourra sembler rapide p. 217), il aurait pu être intéressant qu'il discute des thèses de Roger Dupuy sur « la politique du peuple », ne serait-ce qu'à travers l'exemple normand et fût-ce pour les réfuter. Quant à son opinion selon laquelle « l'étude sociale des officiers de village (...) paraît être la plus vaine des questions » (p. 27), elle aurait gagné à ne pas relever du principe mais à s'appuyer soit sur une étude de cas soit sur une discussion des travaux déjà existants (Christian Kermoal ou Yann Lagadec par exemple) ; ceci dit, cette affirmation un peu provocatrice n'est pas pleinement suivie dans la mise en œuvre des chap. 8 et 9. Des chap. 9 à 12, l'on retiendra les développements riches et innovants sur les questions juridictionnelles, qui font l'objet d'une véritable comparaison régionale, sur la collecte de la taille et le maniement de l'argent, sur l'intrusion des subdélégués et des intendants, sur les créations d'offices de syndics au XVIII^e siècle (d'autres passages sur l'administration de la paroisse ne font en revanche que confirmer globalement des résultats trouvés pour d'autres régions, ce qui n'est certes pas négligeable).

Les légitimes réserves, de fond et de forme (l'auteur met autant d'énergie à parer d'éventuelles attaques qu'à planter des banderilles et si possible donner l'estocade à une historiographie parfois datée ou mésestimée), ne sauraient donc occulter l'incontestable apport de ce livre, qui permettra notamment aux historiens du religieux d'enrichir leur réflexion sur les rapports entre paroisse et communauté rurale, même si la synthèse n'est ici aboutie que pour la Normandie, ce qui est déjà beaucoup.

Bruno Restif